

• Dans le nord la France, Steve Briois (FN) a été élu dimanche à Hénin-Beaumont, dès le 1<sup>er</sup> tour des élections municipales.

• Une poussée d'extrême droite est-elle envisageable dans des cités semblables de Wallonie, frappées elles aussi par le chômage et la désindustrialisation ?

# Elections : faut-il craindre un "Hénin-Beaumont wallon" ?

## Oui

■ Le potentiel électoral en faveur d'un parti comme le Front national a existé en Belgique francophone et peut réapparaître. Il suffit d'un(e) leader charismatique de la trempe d'une Marine Le Pen et d'un parti structuré pour réactiver un électoral en friche qui affichait auparavant 12 % à Liège, 13 % à Charleroi, 15 % à La Louvière et 21 % à Molenbeek-Saint-Jean.

**Faut-il craindre un scénario à la Hénin-Beaumont dans certaines communes ouvrières désindustrialisées en Wallonie ou à Bruxelles ?**

Oui parce que le potentiel électoral en faveur d'un parti tel le Front national a existé et peut réapparaître au bénéfice d'un parti structuré autour d'une figure emblématique comme Marine Le Pen. Un bémol toutefois : un tel parti wallon d'extrême droite n'arriverait jamais aussi haut que les scores français des 40-50 %. Rappelons-nous toutefois les résultats aux communales belges de 1994 dans certaines cités wallonnes et bruxelloises. A Liège, quatre listes d'extrême droite, dont le Front national belge (disparu en 2012), arrivaient à plus de 12 %. A La Louvière, le Front national belge affichait 15 % et près de 13 % à Charleroi ! Et à Molenbeek-Saint-Jean, si vous additionniez les scores du FNB et du Vlaams Blok, on arrivait à 21 %. Il importe de souligner que ces scores ont été atteints sans force de parti réelle, via une poignée d'activistes distribuant ici et là un tract toutes-boîtes et sans apparaître ni à la télé ni dans la presse, vu le cordon sanitaire politique et médiatique côté francophone. Mais depuis les élections communales de 2006, l'extrême droite francophone a chuté. A-t-elle disparu aujourd'hui ? Selon le baromètre politique de "La Libre" du 13 février 2012 réalisé en Belgique à l'occasion des élections présidentielles françaises, Marine Le Pen était plébiscitée de 6 % en Flandre, 10 % en Région bruxelloise et 12 % en Wallonie. A ceux qui assentent de façon répétée que l'extrême droite francophone dans notre pays est devenue "fantomatique", depuis ses Waterloo électoraux aux élections de 2009 et 2010, on voit qu'il suffit d'un(e) leader charismatique de la trempe de la présidente frontiste pour réactiver un électoral en friche. A Anvers, un parti structuré comme le Vlaams (Blok) Belang avait atteint 33 %.

**A Hénin-Beaumont ou à La Louvière, pour quelles raisons des électeurs issus du monde ouvrier votent-ils pour un parti d'extrême droite ?**

La raison première est la situation socio-économique, avec la peur des conséquences de la crise, le sentiment d'insécurité et le peu de perspectives d'avenir. Le vote protestataire motive celui qui a, par exemple, à Charle-



D.R.R.

**MANUEL ABRAMOWICZ**

Coordinateur du webjournal "Résistances.be"  
(www.resistances.be)

Professeur en travail social et communication  
à la Haute Ecole libre de Bruxelles  
(Helb-Prigogine).

*"Selon le baromètre politique de 'La Libre' du 13 février 2012 réalisé en Belgique à l'occasion des élections présidentielles françaises, Marine Le Pen était plébiscitée de 6 % en Flandre, 10 % en Région bruxelloise et 12 % en Wallonie."*

roi ou ailleurs, toujours voté socialiste depuis la création du Parti ouvrier. Il est déçu ou fâché face à la diminution des permanences sociales, la difficulté d'accès à un logement social ou l'absence de promesses d'emploi. En face, les partis traditionnels ne peuvent plus entretenir un électoral devenu clientèle électorale. Et on ne peut pas négliger l'impact des scandales politico-financiers, comme l'emblématique affaire Agusta. Et quand l'extrême droite avance que l'"Autre", l'"étranger" perçoit des avantages, le vote protestataire devient vote de vengeance. Et quand le soir des élections, à la télé, les têtes de partis traditionnels promettent de récupérer cet électoral gonflant l'extrême droite, le vote protestataire devient vote de reconnaissance : "j'existe". Toutefois, aujourd'hui en Belgique, le vote protestataire n'a débouché sur rien et la recherche d'un vote de protestation alternative risque de bénéficier au PTB.

**Comment percevez-vous l'électorat populaire FN en France ?**

D'abord, les milieux populaires, en particulier ouvriers, ne sont pas nécessairement et historiquement des électeurs de gauche. Dans le nord de la France, il existe par exemple une tradition ouvrière conservatrice : le mouvement jaune. Dans "Voyage au bout de la droite", les politologues français Gaël Brustier et Jean-Philippe Huelin avancent que l'électorat ouvrier de l'extrême droite est apparu au milieu des années 80 quand le parti gaulliste RPR, de droite sociale, a été transformé en parti de droite libérale. En parallèle, dans les banlieues rouges autour de Paris, des communes passaient du Parti communiste au Front national, séduites notamment par son discours pseudo-social. Parce que le programme d'une Marine Le Pen, de bric et de broc, n'est qu'une vaste récupération : sa défense contre l'islam chez les laïcs réactionnaires, sa conception de l'Europe chez les républicains nationaux, sa défense des travailleurs un peu à gauche, un peu à droite, etc. Ce recyclage lui permet de fédérer un électoral de déçus de gauche et de droite. Les purs et durs de l'extrême droite sont minoritaires, entre 2 et 5 % de l'électorat.

Entretien : Thierry Boutte



# Non

■ La Wallonie n'est pas la France. Le mode de scrutin y est proportionnel et obligatoire. L'identité nationaliste, quasiment absente. La détresse sociale, moins criante. L'encadrement des plus démunis, plus adapté. L'homme politique, plus proche de la population. Et nous n'en sommes sans doute pas non plus au niveau de défiance que connaissent nos voisins.

## Une poussée d'extrême droite telle qu'on l'a vue dimanche à Hénin-Beaumont est-elle, selon vous, possible en Belgique ?

Non car il y a de très grandes différences entre la Belgique et la France. D'abord, le système électoral n'est pas du tout le même. En France, le scrutin municipal est un scrutin de liste de type majoritaire. En Belgique, c'est un scrutin proportionnel. Ensuite, il y a en France un sentiment nationaliste beaucoup plus développé que chez les Belges. Ensuite, l'encadrement n'est pas le même non plus. En Belgique, le poids des communes est très important à ce niveau. Il y a un encadrement très important de leur part, notamment pour les publics les plus fragiles, via les CPAS. Beaucoup plus qu'en France, les gens en situation précaire ou difficile vivent en Belgique avec un filet de sécurité sociale plus important qu'en France. Il y a également d'importantes différences en termes d'espace dans le territoire. S'il y a des poches difficiles, comme autour de Mons-Borinage ou de la ceinture de Charleroi, cela n'a rien de comparable avec Hénin-Beaumont. Quand vous allez là, vous sentez le poids des difficultés de la ville sur vos épaules. C'est un territoire qui a vécu sur la mine pendant longtemps et où rien n'a pris la suite, quand celle-ci a disparu il y a trente ans. Cela crée inévitablement des phénomènes de résignation, d'autant plus importants que la préoccupation d'emploi et de lutte contre le chômage est faiblement rencontrée par les gouvernements successifs. En Belgique, la situation n'est pas aussi complexe qu'elle l'est en France pour l'instant, même s'il y a évidemment des difficultés sociales qui peuvent être ressenties très douloureusement par une partie de la population. Et donc, je crois qu'on est loin de risquer ce type de résultat. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir, à l'occasion des élections, des expressions de mécontentement mais c'est peu probable qu'elles puissent déboucher sur la situation d'Hénin-Beaumont d'autant qu'il n'y a pas, en Belgique francophone, de tradition d'extrême droite vivace comme en France où elle s'appuie sur un terreau culturel qui existe depuis longtemps.

Vous parlez beaucoup des difficultés rencontrées par les



ALEXIS HAULOT

### PASCAL DELWIT

Membre du Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles.

*“Il n’y a pas, en Belgique francophone, de tradition d’extrême droite vivace comme en France où elle s’appuie sur un terreau culturel qui existe depuis longtemps.”*

## gens comme source d'un vote de protestation. N'y a-t-il pas aussi le rejet des partis dits "classiques", et où en est-on à ce niveau-là en Belgique ?

Déjà, chez nous, les représentants politiques sont plus inscrits dans la proximité. Même les ministres et bien évidemment les échevins et les députés, ce n'est pas difficile de les rencontrer. Par ailleurs, même si tout ne va pas bien en Belgique, on est loin de connaître le scénario pour le moins délétère de la France, avec un Président de la République au plus bas dans les sondages et un ancien président qui s'est fait écouter par son principal conseiller, et impliqué dans plusieurs dossiers. On n'est pas à un niveau de défiance aussi bas.

## Le vote obligatoire chez nous protège-t-il également de quelque chose ?

Oui. De manière directe, il protège d'une éventuelle augmentation de l'abstention. Dimanche, en France, celle-ci a atteint presque 40%. Chez nous, elle tourne autour de 8 à 12%. Ensuite, il oblige tous les candidats et tous les partis à s'adresser à tout le monde. Dans les pays où ce n'est pas le cas, les partis s'adressent en priorité aux catégories sociales qui votent le plus, laissant les autres sur le côté. C'est un élément très important.

## L'offre d'extrême droite est différente chez nous d'en France. Si cette offre était structurée et avec un vrai discours, y aurait-il un vrai danger ?

C'est le problème de l'œuf et de la poule. On peut bien sûr se demander si un parti d'extrême droite puissant et structuré serait en mesure de capter l'électorat. Mais on peut aussi se dire que si ce parti n'existe pas, ce n'est pas sans raison. Un parti d'extrême droite doit idéologiquement s'agencer avec deux choses au minimum : le rejet de l'autre, la politique du bouc-émissaire et une attitude très sécuritaire d'une part ; et puis une valorisation des sens nationalistes. Ce dernier point de vue est très handicapant pour une éventuelle extrême droite francophone en Belgique.

Entretien : Monique Baus